

## Idle No More, un an après Entrevue avec Widia Larivière et Mélissa Mollen-Dupuis

Volume 43, numéro 1, 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1024478ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1024478ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Recherches amérindiennes au Québec

ISSN

0318-4137 (imprimé)

1923-5151 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(2013). Idle No More, un an après : entrevue avec Widia Larivière et Mélissa Mollen-Dupuis. *Recherches amérindiennes au Québec*, 43(1), 107–110.  
<https://doi.org/10.7202/1024478ar>

partage des luttes intitulée « Auto-détermination des peuples autochtones et colonialisme ». Le 11 mai, la présidente de FAQ et le député Amir Khadir de Québec solidaire déposent à l'Assemblée nationale une pétition signée par 4411 personnes pour exiger que la réforme du programme d'histoire au secondaire inclue l'histoire des peuples autochtones. Le 15 juin, INM/Fini l'inertie participe à la conférence « Contre le modèle extractiviste canadien » dans le cadre du Festival des solidarités 2013 organisé par le groupe altermondialiste Alternatives.

Le 21 juin, Journée nationale des autochtones, a lieu une « Grande manifestation festive Idle No More/Fini l'inertie », appuyée par de nombreux organismes<sup>3</sup>. La Journée des autochtones du 21 juin est aussi, pour l'organisme de « tourisme social » L'Autre Montréal, l'occasion d'organiser une tournée intitulée « Les Autochtones et la ville », suivie d'une visite dans la communauté de Kahnawake.

### **JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE 2013 : DÉLÉGATIONS ET COLLOQUES POPULAIRES**

En juillet, une délégation québécoise mise sur pied par l'organisme Alternatives et composée de plusieurs organismes, dont INM/Fini l'inertie, se rend sur le territoire de la Nation crie de Beaver Lake, à Fort McMurray en Alberta, pour appuyer la Marche de la guérison contre les sables bitumineux/Tar Sands Healing Walk.

Une autre délégation d'organismes est invitée dans la communauté anichinabée de Lac-Barrière située dans la réserve faunique de La Vérendrye, afin de relancer la campagne de sensibilisation en faveur de l'entente trilatérale de cogestion du territoire car l'entente d'harmonisation n'a pas fonctionné.

En août, l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde présente une conférence du jeune réalisateur innu Réal Jr Leblanc, ainsi qu'un débat-conférence intitulé « Décolonisation et réconciliation : les Autochtones au

xxi<sup>e</sup> siècle » avec l'anthropologue Pierre Trudel, la militante d'INM/Fini l'inertie Widia Larivière et le député fédéral cri Roméo Saganash.

Presque au même moment, l'Université d'été des *Nouveaux Cahiers du socialisme* présente une conférence-débat intitulée « Le message autochtone : lutter ensemble », avec Janet Mark, coordonnatrice de la formation autochtone à l'UQTR, la militante d'INM/Fini l'inertie Melissa Mollen-Dupuis, l'aîné et militant anichinabé de Lac-Barrière Michel Thusky et la vice-présidente de la CSN Manon Perron.

### **CONCLUSION**

Nous pouvons constater à la lecture de ce recensement d'activités que cette effervescence sociopolitique est majoritairement portée par les jeunes et par les femmes. Il s'agit d'activités de revendications qui utilisent le canal de l'action directe (manifestations, marches, blocages, prises de parole) plutôt que celui des négociations traditionnelles. Ce type de revendication aura été propice à plusieurs rencontres entre les militants autochtones et les militants des mouvements sociaux allochtones sur le terrain.

### **Notes**

1. Cette marche fait suite au blocage de la route 138, un événement qui a fait l'objet d'un beau documentaire intitulé *Blocus 138*, du jeune cinéaste innu Réal Jr Leblanc : <http://wapikoni.tv/medias/fiche/movie/730>.
2. Disponible sur le site de FAQ : <http://www.faq-qnw.org/fr/publications/lignes-directrices-en-mati%C3%A8re-de-recherche-avec-les-femmes-autochtones>
3. FAQ, la FFQ, Greenpeace Québec, le GRIP de l'UQAM, Amnistie internationale, la Coalition pour les droits des peuples autochtones au Québec, l'ASSÉ, le Réseau québécois des groupes écologistes, la CSN, la Fondation David Suzuki, Nature Québec, la Fondation Rivières, le CCMM-CSN, AmiEs de la Terre de Québec, le Projet Accompagnement Québec-Guatemala, The Native Youth Sexual Health Network, SOS Poigan et Québec solidaire.

## **Entrevue**

### **IDLE NO MORE, UN AN APRÈS**

#### **ENTREVUE AVEC WIDIA LARIVIÈRE ET MÉLISSA MOLLEN-DUPOUIS\***

GENEVIÈVE BEAUDET — *Qu'est-ce que le mouvement Idle No More ?*

MÉLISSA MOLLEN-DUPOUIS et WIDIA LARIVIÈRE — Le mouvement Idle No More (INM) est un mouvement social, citoyen et pancanadien qui profite aussi d'appuis internationaux. Il a été amorcé à l'automne 2012 par quatre femmes de la Saskatchewan, trois autochtones et une canadienne, qui ont décidé de s'organiser pour s'insurger contre deux projets de loi omnibus du gouvernement Harper. C'est important de mentionner cela car, dès le départ, INM a été un mouvement de collaboration entre autochtones et allochtones. Les projets de loi omnibus C-45 et C-38 mettent en péril les droits ancestraux autochtones, la Terre-mère et la démocratie. Au début, les gens ne comprenaient pas l'importance de C-45, qui prévoit notamment enlever plusieurs mesures importantes de protection face aux cours d'eau canadiens. Mais une fois compris, c'est devenu « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase » à la suite d'une longue histoire d'oppression et de colonisation que vivent les peuples autochtones et face à un gouvernement fédéral qui ne les respecte pas.

G.B. — *Comment le mouvement s'est-il développé ?*

M.M.-D et W.L. — Le mouvement INM s'est développé très rapidement grâce aux médias sociaux et il

\* Widia Larivière et Mélissa Mollen-Dupuis sont les co-initiatrices de la mobilisation québécoise d'Idle No More. Propos recueillis par Geneviève Beaudet.

est devenu très médiatisé à partir de décembre 2012, grâce à la convergence avec deux autres événements : la grève de la faim de la chef d'Attawapiskat, Theresa Spence, et les démarches des chefs pour essayer de rencontrer le premier ministre Harper afin de faire entendre leurs préoccupations face aux impacts du projet de loi C-45 sur le mode de vie des peuples autochtones.

G.B. — *Pourquoi avez-vous décidé de vous engager dans INM?*

M.M.D. — On était toutes les deux des personnes engagées dans nos milieux et on se connaissait. J'ai visité le site d'Occupy<sup>1</sup> et j'ai fait les marches de casserole<sup>2</sup>. Au début, je marchais seulement dans mon quartier sur la rive sud, puis je suis allée dans les grandes marches du centre-ville. C'est comme un feu de bois, il manquait seulement l'étincelle...

W.L. — J'étais vraiment fière de voir la mobilisation à travers le Canada... il fallait que j'y participe! Il y a un esprit de solidarité qui se crée avec les gens qui veulent tisser des liens. Le 10 décembre, il y a eu une première grande vague de mobilisation pancanadienne et on a commencé à discuter du fait qu'il fallait que le Québec soit présent et qu'il fallait contourner la barrière de la langue en ouvrant une section québécoise bilingue.

M.M.-D et W.L. — Plusieurs personnes nous « poussaient dans le dos » dans les médias sociaux, en faisant valoir la « réputation du Québec » en matière de mobilisation! Les 12 et 13 décembre, on était toutes les deux au travail afin de développer la section INM-Québec/Fini l'inertie et on s'est mis en contact avec le comité national INM. Nos deux personnalités se complètent bien! Nous avons organisé la première manifestation au Québec et plusieurs autres actions à Montréal, ce qui a entraîné aussi une vague d'actions à travers le Québec.

G.B. — *Comment fonctionne-t-il? Qui en fait partie?*

M.M.-D et W.L. — C'est un mouvement un peu déstructuré car il n'a pas de membres comme tels. Au début, il y avait des gens du mouvement Occupy et des gens du mouvement étudiant qui se sont offerts pour aider. Les gens participent spontanément à certaines assemblées pour organiser des événements, et il y a beaucoup de discussions dans les médias sociaux. Le nom francophone « Fini l'inertie », par exemple, a été choisi à la suite d'une consultation et d'un vote sur Facebook! Du point de vue logistique, on est soutenus par le Cercle des Premières Nations de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et par l'association Femmes autochtones du Québec, dont le bureau est à Kahnawake, et INM est basé à Montréal. Ce sont des partenaires très importants. Mais il n'y a aucun budget de fonctionnement.

G.B. — *Quelles sortes d'actions organisez-vous?*

M.M.-D et W.L. — Il y a plusieurs sortes d'événements. D'abord, il y a des appels à l'action qui proviennent du comité national d'INM. Les communications vont du local au national et du national au local via les médias sociaux. C'est un peu comme si on enlevait les lignes imaginaires de séparation entre les provinces... et qu'on réunissait la Grande Tortue! On transfère les informations à travers le Québec pour encourager les gens à organiser un événement, et on essaie d'organiser un événement à Montréal. Un exemple récent est l'appel à l'action lors de l'anniversaire de la Proclamation royale, en octobre dernier.

Nous prenons aussi quelquefois des positions par communiqué, en fonction de l'actualité. Par exemple : notre prise de position contre le projet de Charte des valeurs québécoises du gouvernement Marois. Même si ce projet de loi ne nous touche pas directement, ce n'est pas parce qu'on est autochtone qu'on ne peut pas avoir notre opinion sur des sujets d'actualité du Québec! Les valeurs

québécoises doivent tenir compte aussi des valeurs autochtones.

Troisièmement, INM est aussi un grand « cri de rassemblement » qui permet à tout groupe ou organisme autochtone de démontrer leur solidarité à travers le Québec et le Canada. Les gens n'ont surtout pas besoin de notre permission pour organiser des événements! Par exemple, lorsque le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or a organisé sa grande marche annuelle Gabriel-Commanda contre le racisme le 21 mars 2013, ils se sont définis « Idle No More ».

Finalement, il y a nos participations et prises de parole dans les débats et tables rondes de différents rassemblements, réunions ou colloques. On a reçu beaucoup d'invitations : Alternatives, Équiterre, Greenpeace, la Fédération des femmes du Québec, l'ASSÉ, le Conseil des Canadiens, Amnistie, et plusieurs autres.

G.B. — *Quelles sont vos impressions concernant la mobilisation autochtone en général?*

M.M.D. — Il faut faire attention à la généralisation et au « classement » politique. Les pensées sont présentes tout autour de la Roue de médecine... et elles ne sont pas nécessairement linéaires. En tant qu'autochtones, on est souvent associés à la gauche. C'est vrai qu'on est plus pauvres que la moyenne canadienne! Mais il y a aussi des autochtones plus individualistes, comme dans toute autre société. Idle No More nous permet de voir toute la profondeur et la diversité de la pensée autochtone.

W.L. — Bien sûr, tous sont d'accord qu'il faut améliorer les conditions de vie des Premières Nations et qu'il faut être reconnus. Mais on n'est pas nécessairement d'accord sur les moyens. C'est un débat en soi. Le gouvernement Harper répond à cette quête légitime d'individualité et d'identité en nous offrant la possibilité de devenir « propriétaires » de nos terres dans les réserves... alors que cela va à l'encontre de notre mode de vie collectif communautaire traditionnel. Il

y a des divisions. Les gens voudraient qu'on soit un « front commun » mais on n'est pas un bloc monolithique ; c'est la même chose que dans la société en général. Par contre, cette division est utilisée contre nous par les gouvernements. Pensons aux négociations « à la pièce » du gouvernement Charest avec les communautés innues.

G.B. — *Quel est l'impact d'INM dans le monde autochtone, selon vous ?*

M.M.-D et W.L. — Certains chefs nous appuient et marchent fièrement avec nous. D'autres chefs sont mal à l'aise car il y a une certaine remise en question de leur leadership sur la place publique, ce qui n'est pas courant dans toutes les cultures politiques autochtones. Pour ce qui est de la population autochtone de base, j'ai remarqué que le mouvement ravive la solidarité et le sentiment de fierté. Le mouvement permet aussi de donner une voix à des jeunes et des femmes autochtones qui ne se sentent pas toujours écoutés ou représentés dans les systèmes politiques actuels.

G.B. — *Et dans les autres gouvernements ?*

M.M.-D et W.L. — Au fédéral, depuis que Harper est au pouvoir, il y a une très mauvaise relation avec les Autochtones. La mobilisation pancanadienne INM a allumé un réflecteur médiatique international sur les injustices causées par ce gouvernement. Sur le plan provincial, d'un autre côté, INM/Fini l'inertie a été invité à participer à la réunion de préparation pour le Plan d'action contre la discrimination envers les autochtones et ce, même si on n'est pas un mouvement enregistré et qu'on est plutôt non traditionnel. Le gouvernement provincial a plus d'ouverture que le gouvernement fédéral. Au fédéral, il n'y a aucun dialogue.

G.B. — *Parlez-nous des moments forts de vos activités de ces derniers mois.*

M.M.-D et W.L. — Le 21 décembre 2012, lors de notre premier événement, il ne faisait pas beau. On s'est dit : « s'il y a dix personnes, ce sera

un succès ». On était 400 ! Le 11 janvier, on avait convié les gens à une « Flash mob/Danse traditionnelle<sup>3</sup> »... mais comme il y avait plus de 1000 personnes, c'est devenu une marche spontanée. C'est énergisant ! Dans les marches, il y avait plusieurs personnes des Premières Nations, on a fini par se reconnaître les uns les autres, on s'est rapprochés, il y a des liens qui se sont créés. Cela a favorisé un sentiment de fierté et stimulé l'implication des jeunes. Un jour, une jeune femme nous a confié qu'INM l'avait encouragée à retourner aux études pour pouvoir aider sa communauté. On était vraiment émus.

Les appuis des organismes allochtones sont importants aussi. Le 16 novembre, quand les membres de l'assemblée générale de l'organisme Alternatives ont décidé d'arrêter leur assemblée générale pour venir nous appuyer à Oka<sup>4</sup>, c'était un moment fort !

M.M.D. — Je sens que je fais la bonne lutte, que je suis à la bonne place, au bon moment, même si c'est très épuisant et pas payant ! La récompense, c'est l'avancement de la cause qui te la donne.

Le 26 octobre, j'ai assisté à la conférence du philosophe Noam Chomsky, le « pape de la gauche » et il y a eu un échange avec le public à la fin. La dernière question retenue par l'animatrice de la soirée, le sociologue Éric Pineault, était la mienne « Que pensez-vous de l'impact que les Premières Nations ont eu sur la politique fédérale ? » La question et la réponse<sup>5</sup> ont été « twittées » plusieurs fois. Nous étions très fières.

W.L. — C'est grisant ! Mais on fait bien attention à ne pas être aveuglées par notre propre vérité, à ne pas tomber dans le piège du narcissisme, ce qui peut arriver quand on obtient une certaine célébrité momentanée.

G.B. — *Pour terminer, quels sont vos souhaits pour l'avenir ?*

W.L. — En ce moment on crée beaucoup d'alliances circonstancielles autour de différents sujets, par

exemple : les sables bitumineux, les femmes. J'aimerais que ça aille au-delà de ça, qu'on établisse des meilleures relations de façon plus permanente, dans un esprit de collaboration entre les peuples.

M.M.D. — Si on avait eu les moyens et les participants de la grève étudiante, cela aurait été fantastique ! Mais la réalité c'est qu'on ne peut pas être en mobilisation 24 heures sur 24. Mon souhait serait que « l'esprit INM » passe de la rue à la « conscience collective canadienne », et ce, même si l'expression Idle No More n'est plus utilisée. Un peu comme l'impact permanent créé par la crise d'Oka pour la reconnaissance des droits des Premières Nations. Que le point de vue autochtone soit reconnu au même niveau que celui de la société dominante. Bref, de nation à nation.

[25 novembre 2013]

## Notes

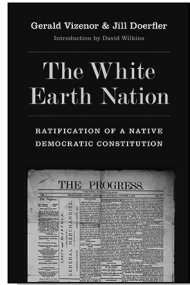
1. Occupons Montréal (Occupy Montréal en anglais) est un mouvement de contestation pacifique s'inscrivant dans la foulée du mouvement Occupy, internationalisé à la suite de l'occupation du parc Zuccotti à New York. Les « indignés » de Montréal ont occupé le Square Victoria, rebaptisé « Place du Peuple » ou « Place des peuples » selon les sources, en y campant du 15 octobre 2011 au 25 novembre 2011. Voir <<http://www.occupytogether.org/>>.
2. Lors de la grève étudiante et sociale de Montréal, de février à septembre 2012, les manifestants ponctuaient rythmiquement leurs slogans en tapant sur des casseroles. (Note de G.B.)
3. Une « flash mob » (ou mobilisation éclair) est le rassemblement d'un groupe de personnes dans un lieu public pour y effectuer des actions convenues d'avance, avant de se disperser rapidement. Le rassemblement étant généralement organisé au moyen d'Internet, les participants ne se connaissent pas pour la plupart.
4. Voir : « Des manifestations à travers le pays contre les oléoducs d'Enbridge et de TransCanada », *La Presse*, 17 novembre 2013 : <<http://www.lapresse.ca/actualites/national/2013/11/16/01-4711483-des-manifestations-a-travers-le-pays-contre-les-oleoducs-denbridge-et-de-transcanada.php>>.

5. « Présentement, les opérations minières canadiennes détruisent de grandes parties du monde. Le Canada s'oppose à ceux qui essaient tout simplement de survivre décemment : voilà l'effet créé par l'exploitation des sables bitumineux, des mines d'or en Colombie, des mines de charbon, etc. Ça signifie détruire le monde dans lequel nos petits-enfants pourraient, peut-être, survivre : voilà l'idéologie canadienne présentement. [...] Mais il y a de la résistance, et au Canada, elle provient des Premières Nations. Et rappelons-nous que c'est un phénomène mondial. Partout à travers le monde, les populations autochtones mènent la lutte pour protéger la Terre. C'est extrêmement significatif ». (notre trad.)

**Widia Larivière** est d'origine Anichinabé. Elle est diplômée en Études internationales et langues modernes de l'Université Laval à Québec et en Immigration et relations interethniques de l'UQAM. Elle occupe depuis 2009 le poste de coordonnatrice jeunesse au sein de l'organisme Femmes autochtones du Québec (FAQ). En 2013, elle a été sélectionnée pour être jeune leader de réconciliation pour une deuxième année consécutive dans le cadre du Projet de réconciliation des peuples autochtones de l'organisme Racines canadiennes.

**Mélissa Mollen-Dupuis** est originaire d'Ekuanitshit sur la Côte-Nord et est issue de deux cultures : innue et québécoise. Artiste multidisciplinaire, elle est diplômée en arts plastiques de l'UQAM (arts visuels, vidéo, performance, conte) et elle est engagée dans le milieu culturel et communautaire autochtone, entre autres avec le Wapikoni mobile et le Réseau pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal.

## Comptes rendus



### **The White Earth Nation: Ratification of a Native Democratic Constitution**

*Gerald Vizenor et Jill Doerfler. University of Nebraska Press, Lincoln & London, 2012, 112 p.*

CE LIVRE EST COMPOSÉ DE TROIS ESSAIS et du texte intégral de la constitution que la Nation White Earth (du nord-ouest du Minnesota) entend adopter. Le lapidaire sous-titre, *Ratification of a Native Democratic Constitution*, termes rarement associés, dit tout un processus de pensée et de travail et son aboutissement, soit la ratification d'une constitution autochtone démocratique en 2009. Les deux premiers essais exposent, chacun à sa façon, le pourquoi du comment de cette constitution ; le dernier rappelle ses principaux aspects novateurs.

Dans sa courte introduction, intitulée « Sovereignty, Democracy, Constitution », David E. Wilkins<sup>1</sup> souligne la nécessité pour les délégués aux conventions constitutionnelles de sortir de la jungle terminologique qui englutit ces trois concepts, ainsi que ceux de *nation* et d'*État* qui les complètent. Que veut dire « souveraineté », par exemple ? Et « souveraineté indigène » ? Wilkins dénombre dix-sept sens... En dépit de cette écrasante anarchie sémantique venue d'ailleurs, existent en fait chez les peuples autochtones des concepts vitaux correspondant à d'efficaces modes d'organisation élaborés pour assurer

la coexistence de uns et des autres dans des espaces sacrés, pourvoyeurs d'identité, subsistance et protection. Ce système culturel et politique est fondé sur la responsabilité, sur la parenté et les clans, ces derniers liant les gens à l'intérieur comme à l'extérieur de la nation. Chaque nation constitue ainsi un corps sociopolitique et culturel unique, avec ses mythes d'origine, sa langue, ses terres, sa philosophie, ses normes et ses valeurs, ses cérémonies.

Pour en venir au fait : avant 1934, une soixantaine de nations autochtones des États-Unis s'étaient dotées d'une constitution. Après l'adoption de l'Indian Reorganisation Act voulu par John Collier et le Congrès américain, c'est cent trente nations supplémentaires qui adoptent un texte constitutionnel reflétant, plus ou moins et sous forme américaine, les perspectives de ces communautés. Et qui le plus souvent les divise. Dans la foulée du Mouvement des années 1960, et après la mise en échec de la politique de solution terminale, de nombreuses nations ont remodelé leur texte constitutionnel (voir Delanoë 1996).

Plus touffu, le texte de Gerald Vizenor<sup>2</sup>, « Constitutional Consent: Native Traditions and Parchment Rights », propose une réflexion théorique et historique à la fois soutenue et exhaustive. Son ouverture, toutefois, sonne comme un manifeste et éclaire comme un phare : la gouvernance autochtone traditionnelle est fondée sur la raison naturelle, de même que sur des associations totémiques, sur la réciprocité communautaire, sur des pratiques théocratiques et sur la souveraineté culturelle. Les devoirs individuels étaient explicites, tacites et transmis par les récits. La constitution, conçue par la nation de White Earth, victime comme les autres Amérindiens de génocide, est un acte de résistance à la constitution fédérale américaine et à son exécutif, une structure nécessaire et une manifestation de la politique autochtone dans la réserve. Il s'agit ici, on le voit,